

## MAROC

## Le roi sur le Mur

Le 16 mars, le roi Hassan II s'est rendu sur un point d'appui le long du Mur, à 40 km au Sud de Bou Craa, à 150 km à l'Est de la côte Atlantique. Ce mur va d'Amgala, à la corne de la frontière mauritanienne, se poursuit vers l'Ouest en passant au Sud de Bou Craa et rejoint la côte Atlantique à la hauteur de Boujdour. C'est la première fois que le roi se rend dans une zone aussi sensible, à la limite même de la ceinture de sécurité. Durant sa visite de quelques heures, le roi, qui était entouré des principaux membres du gouvernement, dont le Premier ministre, et des officiers généraux, parmi lesquels le général Abdelaziz Bennani, commandant le secteur militaire du Sahara occidental, a passé en revue, dans une zone totalement désertique, en plein reg, un régiment d'intervention rapide et visité un poste d'observation sur le Mur lui-même ainsi qu'un point d'appui arrière. Dans le poste d'observation, le roi et les personnalités de sa suite ont parcouru les tranchées et visité les casemates, avant de se rendre un peu en retrait sur le point d'appui. Equipé d'un important matériel lourd, notamment des obusiers à longue portée et des engins blindés. Un important dispositif militaire avait été mis en place, le long de la route d'El Ayoun à Bou Craa empruntée par le cortège ainsi qu'autour de la zone visitée. Près d'une centaine de journalistes et photographes de la presse nationale et étrangère ont accompagné cette visite du souverain.

Le 17 mars, le roi Hassan II a présidé une prise d'arme à la base militaire aérienne d'El Ayoun (Sahara occidental) et à promu à cette occasion 14 colonels au grade de colonel-majors. Le souverain, qui était revêtu de sa tenue de commandant suprême des forces armées royales, a prononcé à cette occasion une brève allocution au cours de laquelle il a rendu hommage aux efforts et sacrifices consentis par tous les corps de l'armée pour la défense de l'intégrité territoriale du pays. Le roi est ensuite monté à bord d'un command-car pour passer en revue des unités des trois armées, de la gendarmerie royale et des forces auxiliaires qui rendaient les honneurs au son de la musique militaire exécutée par une clique des FAR.

A l'issue de cette cérémonie, le souverain a procédé à l'inauguration du nouvel aéroport civil d'El Ayoun qu'il a baptisé du nom de son arrière-grand-père, le sultan Hassan 1<sup>er</sup>. Situé à 2 km au Sud-Ouest de la ville d'El Ayoun, cet aéroport civil, qui est équipé de toute l'infrastructure nécessaire pour l'accueil des plus gros courriers internationaux, s'étend sur 200 ha. Ses travaux de réalisation ont coûté 55 millions de dirhams (autant de francs français).

Le 17 mars, le roi Hassan II a annoncé que toutes les richesses du Sahara occidental seront exploitées et investies en vue de l'épanouissement économique-social de cette région. Parmi ces ressources, le souverain a cité les phosphates de Bou Craa, le potentiel

halieutique de la côte atlantique du Sahara et le minerai de fer de Smara dont les gisements, a-t-il dit, « sont beaucoup plus importants et plus riches que ceux de Tindouf. »

Au cours d'une allocution prononcée devant les membres du conseil consultatif royal du Sahara et ceux des conseils économiques régionaux du Sud marocain, le souverain a affirmé que « ces richesses continueront à être investies au Sahara afin que nos détracteurs ne continuent pas à dire que le Maroc ne revendiquait ce territoire que pour s'accaparer ses biens. » Composé de 85 personnalités sahraouies élues en août 1981, le CGR, qui est placé sous l'autorité directe du roi, a pour mission d'aider les législateurs à faire en sorte que toute les mesures prises concernant les populations du Sahara respectent les particularismes et les spécificités de la région.

Le roi Hassan II a annoncé à cette occasion que des filiales de l'office chérifien des phosphates (OCP) et de l'office national des pêches maritimes seront bientôt créés à El Ayoun pour exploiter et gérer les ressources du Sahara au seul profit de la région.

Le souverain a estimé que « civils comme militaires, les Marocains sont disposés à consentir, jusqu'à l'éternité s'il le faut, les sacrifices nécessaires pour la défense de leur intégrité territoriale et de leur authenticité... Aussi, est-il nécessaire aujourd'hui de moderniser l'armement de nos armées de terre, de mer et de l'air afin qu'elles puissent s'acquitter honorablement de leurs missions ». Il a chiffré à un milliard de dollars les besoins en équipements modernes des forces armées royales pour les cinq prochaines années.

Evoquant sa visite au Sahara, le souverain a affirmé que celle-ci lui avait surtout permis de constater que partout où il est allé, « les jeunes et moins jeunes sont fiers de leur marocanité ». Il a loué « les sacrifices et les efforts » consentis par les forces armées « pour la défense de l'intégrité territoriale marocaine. »

Le 19 mars, trois chalutiers algériens retenus depuis le 8 à Mohammedia ont été relâchés par les autorités, a rapporté Al Itihad Al Ichiraki, organe de l'USFP. Le journal a souligné, que les trois chalutiers : Al Abed, Al Jalil et Al Badr, avec des équipages totalisant 17 membres, venaient d'Algésiras (Espagne) où ils avaient subi des réparations, mais en cours de route, de nouveaux ennuis techniques les avaient forcés à s'arrêter au Maroc.

Al Itihad Al Ichiraki a précisé que « contrairement aux affirmations des équipages, selon lesquels ils se dirigeaient vers la Mauritanie pour l'embarquement de filets de pêche, une enquête a démontré que les trois chalutiers ne portaient aucun signe prouvant qu'il s'agissait réellement d'unités de pêche, ce qui avait amené les autorités à les retenir sous surveillance » au port de Mohammedia.

Les forces royales air ont organisé les 23 et 24 mars 1985 à la base-école de Marrakech un concours pour le recrutement d'élèves-aspirants pilotes masculins.

Le général Richard L. Lawson commandant en chef adjoint des forces américaines en Europe, est venu à Rabat en visite officielle. Le général a été accueilli à son arrivée par le général Mohamed Achahbar, secrétaire général de l'administration de la Défense nationale, par M. Joseph Verner Reed, ambassadeur des Etats-Unis, ainsi que par de hauts responsables de cette ambassade.

Les forces royales air ont organisé les 29 et 30 mars 1985, un concours pour le recrutement d'élèves sous-officiers spécialistes masculins et féminins pour être formés dans les branches suivantes : équipement électronique, radio-radar, bâtiments, mécanicien d'avion, sécurité, technique générale, armement, photo, santé, contrôle et surveillance de la circulation aérienne, météorologie, traitement de l'information, secrétariat, gestion, etc.

Une délégation de la marine s'est rendue en France fin mars.

Ont été décorés par le roi, lors de sa visite au Sahara occidental, sur leurs fanions et étendards du Wissam de guerre :

Au niveau de l'armée : le 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie motorisé, le 6<sup>e</sup> régiment d'infanterie motorisé, le 6<sup>e</sup> groupement de l'artillerie royale, la 4<sup>e</sup> base aérienne des forces royales air, le 31<sup>e</sup> groupement des forces auxiliaires motorisé.

Au niveau des régiments : le premier groupement blindé, le deuxième bataillon du génie, la gendarmerie de guerre.

Au niveau des brigades : la 8<sup>e</sup> brigade d'infanterie motorisée, la 10<sup>e</sup> brigade d'infanterie motorisée, le 11<sup>e</sup> groupe d'infanterie motorisée, le 44<sup>e</sup> bataillon de zone, le premier groupement blindé.

Le 21 mars, le Premier ministre, M. Karim Lamrani, a reçu à Rabat une délégation soviétique d'anciens combattants en visite. Au cours de cette entrevue, M. Lamrani et le général-major Gratchev Serguie, chef de la délégation et vice-président du comité soviétique des vétérans de la Grande guerre patriotique, ont exprimé leur volonté d'œuvrer pour développer la coopération maroco-soviétique dans tous les domaines.

Aux jeunes Marocains de la 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> années des branches scientifiques et techniques, la marine royale propose de devenir officiers-marinières spécialisés dans l'une des techniques les plus avancées.

## Nouveau gouvernement

Le 11 avril, le roi Hassan II a formé un nouveau gouvernement, dirigé par M. Karim Lamrani.

Voici sa composition : Premier ministre : Mohamed Karim Lamrani (sans changement), ministre d'Etat : M'Hamed Bahini (sans changement), ministre d'Etat : Ahmed Alaoui (sans changement), ministre de la Justice : Mustapha Belarbi Alaoui (sans changement), ministre de l'Intérieur : Driss Basri (sans changement), ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Information : Abdellatif Filali (sans changement, mais

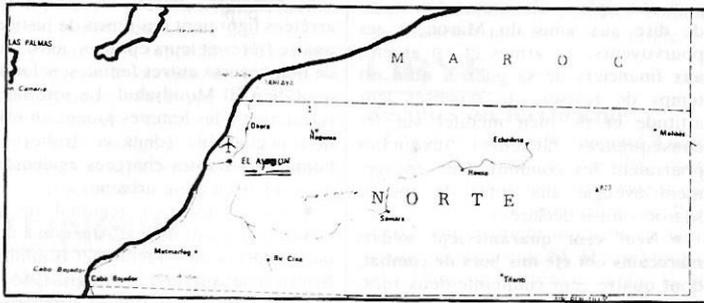
prend la Coopération en plus), ministre de l'Education : Azeddine Laraki (sans changement), ministre de la Santé : Tayeb Bencheikh (précédemment ministre chargé des Affaires économiques (RNI), ministre des Finances : Abdelatif Jouahri (sans changement), ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec la CEE : M. Azeddine Guessous (précédemment ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme), ministre du tourisme : Moussa Saadi (précédemment ministre de l'Energie et des Mines (PND), ministre des Pêches maritimes et de la Marine marchande : Bensalem Smili (sans changement), secrétaire général du gouvernement : Abbes Kaissi (sans changement), ministre de l'Equipement, de la formation professionnelle et de la formation des cadres : Mohamed Kabbaj (sans changement), ministre de l'Agriculture et de la Réforme agraire : Othmane Demnati (sans changement) (MP), ministre de la Jeunesse et des Sports : Abdellatif Semlali (sans changement) (UC), ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Affaires économiques : Zine Zahidi (précédemment ministre de l'Emploi), ministre des Habous et des Affaires islamiques : Abdelkebir Alaoui M'Daghri (sans changement), ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du Développement des provinces sahariennes : Khali Kanna Ould Errachid (sans changement) (PND), ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du Plan : Rachidi Ghazouani (précédemment secrétaire d'Etat à la Promotion nationale), ministre de l'Artisanat et des Affaires sociales : Mohamed Labied (nouveau) (UC), ministre des Transports : Mohamed Bouamoud (nouveau) (RNI), ministre de l'Energie et des Mines : Mohamed Fettah (nouveau), ministre du Commerce et de l'Industrie : Tahar Masmoudi (nouveau) (UC), ministre de l'Habitat : Abderrahmane Boufettas (nouveau), ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Relations avec le parlement : Tahar Affi (nouveau), ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Affaires administratives : Abderrahim Ben Abdeljalil (nouveau) (UC), ministre de l'Emploi : Hassan Abbadi (nouveau) (RNI), ministre des Affaires culturelles : Mohamed Benaissa (nouveau) (RNI).

Le 3 avril, le roi Hassan II a reçu M. Ahmed Korom, secrétaire d'Etat tchadien aux Affaires étrangères et à la Coopération qui lui a remis un message personnel du président Hissène Habré.

Le rétablissement des relations diplomatiques entre la Mauritanie et le Maroc n'a guère surpris les observateurs à Rabat, pour lesquels, cette décision entrait dans le droit fil du changement de régime intervenu en République islamique de Mauritanie, en décembre dernier.

## La ville d'El Ayoun

La ville d'El Ayoun comptait, en 1982, 113 400 personnes, soit environ 70 % de la population totale du Sahara occidental, sa province recouvre, selon le découpage administratif, à peine



Position d'El Ayoun

39 360 km<sup>2</sup> du Sahara occidental dont la superficie totale est de 252 120 km<sup>2</sup>, soit environ la moitié de celle de la France. Les principales productions de cette province proviennent de l'élevage traditionnel, de la pêche maritime et du gisement de phosphates de Bou Craa qui représente 2 % environ des ressources totales du Maroc de ce minerai. Les phosphates extraits de Bou Craa, à 100 km au Sud d'El Ayoun sont acheminés vers le port de cette ville par un convoyeur automatique dont la capacité est de 2 000 tonnes à l'heure. Sur les quelque 22 millions de tonnes de phosphates exportées par le Maroc en 1984, le gisement de Bou Craa en a produit 960 000 t vendues essentiellement à la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie.

La province d'El Ayoun ne disposait pratiquement, au lendemain de la récupération du Sahara occidental d'aucune infrastructure pouvant contribuer au développement économique de la région. En 10 ans, le gouvernement y a investi plusieurs dizaines de milliards de dirhams (FF) pour la réalisation de différents projets à caractère socio-économique : agrandissement du port d'El Ayoun, création d'une zone irriguée, à 20 km au Nord de cette ville, construction de routes, écoles, hôpitaux, aéroport pouvant accueillir les plus gros avions, reboisement... etc. Les populations d'El Ayoun, dont la majeure partie étaient des nomades vivant sous la tente, disposent aujourd'hui de maisons de style arabo-mauresque construites et distribuées gratuitement par le gouvernement.

## RASD

### Attaque près de Boujdour

Une attaque des combattants sahraouis contre un cantonnement des forces marocaines, situé sur le Mur de défense, à 18 kilomètres à l'Est de Boujdour a fait 120 morts et 80 blessés dans les rangs marocains, selon un communiqué du front Polisario publié à Alger le 2 avril. C'est la première fois, depuis l'intensification, en mai dernier, des opérations de harcèlement des forces marocaines au Sahara occidental, que le front Polisario revendiquait une action située aussi à l'Ouest du dispositif de défense marocaine.

Selon le communiqué sahraoui, l'attaque, qui a duré trois heures, a eu lieu à Ammat el Mouss. Les combattants ont « investi et occupé » une position avancée sur le Mur de défense, après avoir mis en fuite les soldats marocains « pris de panique ». Le communiqué a indiqué également que les forces marocaines ont eu recours

« à des renforts, sans succès ». Selon le front Polisario, les combattants ont également « détruit ou incendié un important matériel de guerre », dont 10 Land Rover, trois Toyota, deux camions GMC chargés de munitions et deux engins blindés AML-90.

• 46 soldats marocains ont été tués et 83 autres blessés dans des opérations menées entre le 4 et 6 mars par les combattants du front Polisario au Sahara occidental, a annoncé un communiqué publié à Alger. Ces opérations essentiellement des pilonnages de positions de l'armée marocaine sur plusieurs points du Mur de défense, ont également permis aux troupes sahraouies de détruire d'importantes quantités de matériel militaire, dont une batterie de 23 mm, deux mortiers et deux mitrailleuses lourdes.

• Les combattants du front Polisario ont lancé, entre le 7 et le 9 mars, plusieurs attaques contre les positions militaires marocaines au Sahara occidental, faisant 29 tués et 55 blessés parmi les soldats marocains, a affirmé un communiqué sahraoui publié à Alger. Selon ce texte ces opérations menées sur un front allant de la région de Mahbès, au Nord-Est du territoire sahraoui, jusqu'à celle de Dakhla (Sud-Ouest) ont permis également la destruction d'un radar de surveillance, de deux dépôts de munitions, de deux mortiers et d'une jeep.

• « Le front Polisario rejette toute solution visant à accorder une autonomie au Sahara occidental où à l'inclure dans une fédération ou confédération », a indiqué M. Salem Ould Salek, responsable des relations extérieures du front Polisario. Dans une déclaration publiée le 16 mars par le quotidien algérien El Moudjahid, M. Ould Salek a affirmé qu'« il n'y aura pas de statut d'autonomie interne (au Sahara occidental), car nous avons rejeté cette proposition en 1975 lors de négociations que nous avons eues avec l'Espagne. Cette proposition (d'autonomie) nous a été faite à plusieurs reprises également par le Maroc lors de rencontres que nous avons eues avec des délégations marocaines et auxquelles nous avons proposé une fin de non recevoir » a-t-il poursuivi. « Nous pouvons ajouter aussi qu'il n'y aura ni confédération, ni fédération, ni de République arabe sahraouie démocratique amputée d'une partie de son territoire. Il n'y a et il n'y aura que la RASD qui constitue une réalité que personne ne peut nier ou contourner », a encore indiqué ce responsable.

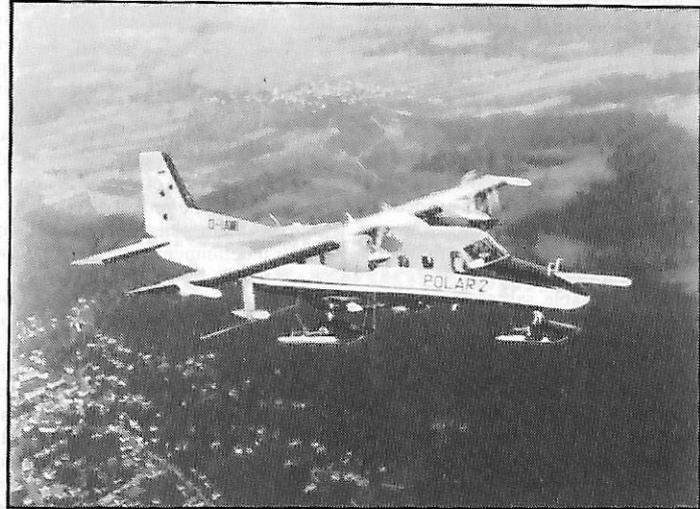
M. Ould Salek a rejeté sur le Maroc la responsabilité de la poursuite du conflit du Sahara occidental, « à cause

de son refus de se conformer aux résolutions de l'ONU et de l'OUA ». Le roi du Maroc « parle toujours de son référendum à lui », alors que l'OUA et l'ONU ont recommandé une consultation « basée sur les principes démocratiques les plus élémentaires, c'est-à-dire un référendum libre, général, régulier et sans contrainte administrative ou militaire », a-t-il conclu.

• Les autorités sahraouies ont remis aux familles les corps des trois ressortissants ouest-allemands tués dans leur avion abattu par les forces du front Polisario, le 24 février dernier, dans la région de Dakhla.

occidental entre le 13 et le 19 mars, faisant 7 morts et 17 blessés parmi les soldats marocains, a annoncé un communiqué du front Polisario publié à Alger. Une batterie de 155 mm, un mortier de 81 mm et quatre tranchées ont été détruits durant ces attaques, qui visaient 8 positions marocaines.

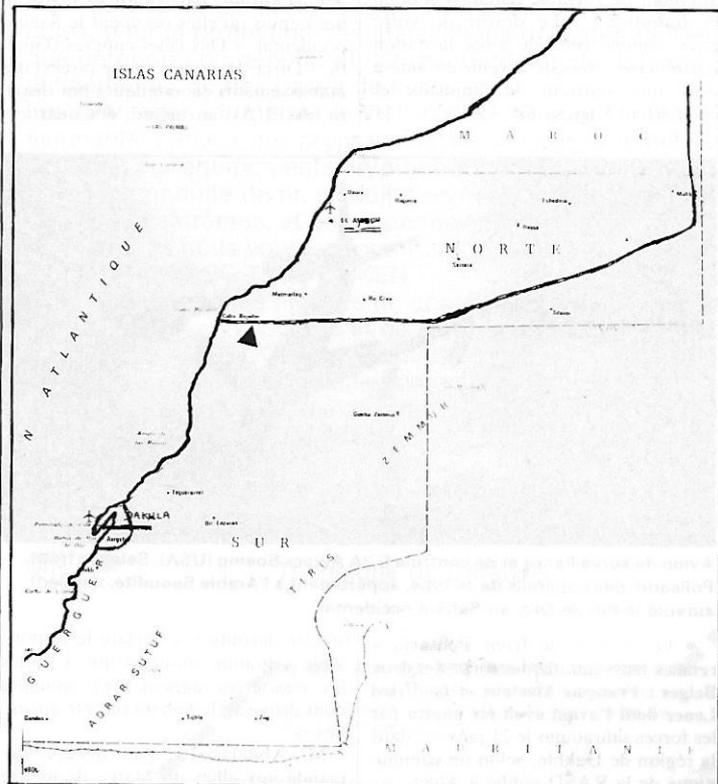
• Onze soldats marocains ont été tués et vingt deux autres blessés lors des attaques menées par les combattants du front Polisario contre le Mur de défense marocain au Sahara occidental durant la semaine du 16 au 19 mars, a annoncé un communiqué sahraoui publié à Alger. Les combat-



Polar-2, biturbopropulsor Dornier-228. Cet appareil d'exploration polaire accompagnait son semblable, le Polar-3, abattu par les combattants du front Polisario le 24 février dernier, près de Dakhla

• Les combattants sahraouis ont pilonné une série de positions marocaines sur le Mur de défense au Sahara

occidentales, qui ont pilonné quatorze positions marocaines durant cette période, ont également détruit une



Les actions du front Polisario s'intensifient aux environs du littoral atlantique du Sahara occidental; après Dakhla, ce sont les environs de Boujdour, dans la zone du Mur (—), qui sont l'objet d'opérations (▶)

Land Rover, deux mortiers, un poste de surveillance et de nombreuses tranchées.

• Des avions-radars Awacs venant d'Arabie Saoudite ont survolé « l'espace aérien (des) zones libérées » par le front Polisario au Sahara occidental, a annoncé le ministre des Affaires étrangères de la RASD, M. Brahim Hakim, dans une lettre adressée au chef de la diplomatie saoudienne, l'émir Saoud Al Faysal. Cette lettre, diffusée à Alger, indique que le front Polisario a relevé « l'utilisation, pour la première fois, d'avions de reconnaissance très sophistiqués qui sillonnent l'espace aérien de nos zones libérées. Tous les indices à notre disposition indiquent qu'il s'agit d'appareils Awacs saoudiens. »

Selon M. Brahim Hakim, le survol du Sahara occidental par ces avions a coïncidé avec le séjour d'un « groupe d'officiers supérieurs saoudiens, dirigé par un général », qui s'est rendu « très récemment dans les points avancés les plus importants des forces marocaines expansionnistes dans les territoires occupés de la RASD. »

Le responsable sahraoui a exprimé son « grand étonnement à propos de cette grave initiative ». L'Arabie Saoudite chercherait-elle à se « substituer aux grands alliés de Hassan II qui commencent à se conformer à la volonté de la communauté internationale ou bien chercherait-elle à provoquer une guerre régionale généralisée ? » s'est-il demandé.

M. Brahim Hakim a déploré la visite inamicale de la délégation militaire saoudienne, qui a eu lieu « deux jours après la conférence de presse du roi Hassan II », le responsable sahraoui a indiqué enfin que le front Polisario attendait de l'Arabie Saoudite soutien et fraternité : « Le devoir de votre pays, comme celui de toute la nation musulmane, consiste à venir en aide à ceux qui souffrent de l'injustice et combattent l'agresseur. »

défense au Sahara occidental durant les quatre premiers jours du mois d'avril, faisant 18 morts et 25 blessés parmi les soldats marocains, selon un communiqué du ministère de l'Information publié à Alger.

• Le 5 avril, M. Mohamed Abdelaziz, président de la RASD a estimé : « Il ne peut y avoir de solution militaire au détriment d'une solution politique négociée sans vainqueur ni vaincu » au conflit du Sahara occidental. Si cette « guerre ruineuse » devait se prolonger, « la défaite ne saurait et ne pourrait être du côté sahraoui » qui « a réuni toutes les conditions et les données que requiert la poursuite de la lutte armée », a ajouté le dirigeant sahraoui qui a affirmé que le front Polisario « dispose de bases solides qui rendent possible et certaine sa victoire finale. »

Le chef du front a affirmé que l'ALPS contrôlait les trois-quarts du territoire sahraoui et menait ses opérations « quant elle veut et où elle veut ». L'armée marocaine, « ne pourra supporter indéfiniment cette guerre d'usure » a-t-il dit.

M. Abdelaziz a, d'autre part, longuement critiqué la « visite de propagande » effectuée par le roi Hassan II du Maroc au début du mois de mars à El Ayoun, capitale du Sahara occidental. Selon lui, le roi du Maroc « amateur de sensationnel » a organisé cette « parade » pour « attirer l'attention notamment des médias, à des fins de propagande pure ». Cette visite a en outre, « profondément indisposé la communauté internationale », a estimé le président de la RASD. En ce qui concerne la situation économique au Sahara occidental, M. Abdelaziz a dénoncé « l'œuvre destructrice » menée, selon lui, par les forces marocaines depuis qu'elles occupent le Sahara occidental. « Des villes entières (Guelta, J'Diria, Haouza) ont été rasées, des établissements économiques ont disparu. A El Ayoun même, des quartiers

pure et simple » « Le moment est venu de dire aux amis du Maroc, à ses pourvoyeurs, en armes et en argent, aux financiers de sa guerre, qu'il est temps de réviser, de repenser leur attitude et de bien méditer sur les conséquences fâcheuses auxquelles pourraient les conduire leur engagement aveugle aux côtés du roi au Maroc », a-t-il déclaré.

• Neuf cent quarante-sept soldats marocains ont été mis hors de combat, dont quatre cent cinquante-deux tués, au cours des opérations menées durant le mois de mars dernier par les combattants sahraouis contre les positions marocaines au Sahara occidental a annoncé un communiqué diffusé à Alger le 7 avril. Ces attaques de l'armée de libération populaire sahraoui (ALPS), qui s'inscrivent dans le cadre de l'offensive Grand Maghred lancée en octobre dernier, ont également permis aux forces sahraouies de détruire 4 engins blindés AML, 13 canons de différents calibres, 13 véhicules, 17 mortiers et 15 mitrailleuses. Les forces sahraouies ont, en outre, détruit deux batteries, 3 dépôts de carburant, un dépôt d'approvisionnement et un radar.

## ALGERIE

### Bâtiments militaires

Le ministère de la Défense nationale a accordé à la firme londonienne Baxter Fell International un contrat de 130 millions de dollars pour la construction de bureaux administratifs et de logements pour l'armée et les familles de militaires, apprend-on de source officielle. La commande est accompagnée d'un prêt de 99,6 millions de livres sterling (environ 110 millions de dollars) garanti par l'export Credits Guarantee Department (service d'assurance-crédit à l'exportation) du gouvernement britannique. Ce prêt a été accordé à la Banque extérieure d'Algérie par un syndicat bancaire pour faciliter le financement du contrat. Le groupement bancaire est dirigé par la banque d'affaires Kleinwort Benson et comprend Barclays, Lloyds, Midland, Morgan Grenfeel et National Westminster. La Société Baxter Fell International est une filiale du groupe néerlandais Roogovens et de la compagnie écossaise F.J.C. Lilley, spécialisée dans les travaux de construction.

• Le 21 mars, une délégation militaire jordanienne conduite par le général Ihsane Shourdum, commandant de l'armée de l'air jordanienne, a quitté Alger à l'issue d'une visite de plusieurs jours. Aucune précision n'a été donnée sur la teneur des entretiens qu'a eus cette délégation qui a notamment été reçue au cours de son séjour par le général Mostefa Benloucif, chef d'état-major de l'armée. La délégation a également visité de nombreuses installations de l'armée de l'air.

• 171 kg de kif ont été saisis et 30 personnes, dont deux ressortissants marocains, ont été arrêtés lors d'une enquête sur un trafic de stupéfiants menée par la gendarmerie dans l'Ouest du pays. La drogue, provenant du Maroc, transitait par une série de relais dans de petites villes avant d'aboutir à Oran, où elle était destinée à la

consommation. Parmi les personnes arrêtées figuraient des repris de justice, quatre frères et leurs épouses, ainsi que de nombreuses autres femmes, selon le quotidien El Moudjahid. Le journal a relevé que « les femmes jouent un rôle non négligeable (dans ce trafic) en bonnes assistantes chargées également des caches en zone urbaine. »

• Au groupement régional de la gendarmerie nationale d'Alger, on a fait part du décès du sergent-chef Bouhedei Nourredine, survenu le 1<sup>er</sup> avril 1985, à la suite d'un accident de la circulation en service commandé.

• Le 4 mars 1985, a eu lieu au siège de l'unité principale de la protection civile d'Oran une cérémonie de sortie d'une promotions de 29 plongeurs autonomes spécialisés dans le sauvetage en mer et notamment dans la désincarcération sous l'eau, dans le cadre des accidents de la circulation. Le stade de formation de ces plongeurs autonomes a été programmé par la direction générale de la protection civile pour un regroupement régional au profit de wilayas de Mascara, Ain-Temouchent et Oran.

• Le colonel Habib Kheil, commandant la 5<sup>e</sup> région militaire, a présidé à Guelma la cérémonie de sortie de la 4<sup>e</sup> promotion de sous-officiers de l'intendance, baptisée au nom du chadid Amar Boughazi. La cérémonie s'est déroulée au siège de l'établissement en présence des officiers qui accompagnaient le colonel, des membres du bureau de coordination de la wilaya, ainsi que d'autres autorités locales.

• La construction et l'équipement de deux salles de sport, l'une de grand modèle à Tamanrasset, l'autre de petit modèle à Guelma, ont fait l'objet d'un appel d'offres de la part du ministère de la Défense nationale, BP n° 246, Alger-Gare.

• Des matériels de chauffage pour deux unités ont fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense nationale, BP n° 08, Eckmuhl, Oran.

• Des marmites norvégiennes, des réchauds à cornière à 1, 2 et 3 feux, des poêles à mazout de 7 500 calories, un lots de poids et mesures pour 250 à 1 000 et pour 1 000 à 2 500 rations, un lot de matériel de boucherie pour 250 à 1 000 rations et pour 1 000 à 2 500 rations ont fait l'objet d'un appel d'offres du ministère de la Défense nationale, DASC, BP N° 246, Alger-Gare.

### Sévère commentaire

Le voyage du roi du Maroc, « dans certaines régions occupées du Sahara occidental pour en célébrer la prétendue marocanité... témoigne de la persistance du choix marocain pour la politique du pire » a écrit, dans un éditorial, le quotidien gouvernemental El Moudjahid, le 20 mars. Le journal a qualifié de développement grave ce voyage qui s'est fait « malgré le verdict de l'Afrique qui a accueilli la RASD comme membre à part entière de l'OUA... », grave aussi, au regard de l'inéluctable solution politique du conflit du Sahara occidental qui se trouve, encore une fois, différée, tandis que va s'alourdir le tribut du sang imposé aux peuples marocain et sahraoui et s'élargir d'autant le fossé



Avion de surveillance et de contrôle E-3A Awacs Boeing (USA). Selon le front Polisario, des appareils de ce type, appartenant à l'Arabie Saoudite, auraient survolé le Rio de Oro, au Sahara occidental

• Le 3 avril, le front Polisario a remis à leurs familles les corps des deux Belges : François Mertens et Godfried Lenez dont l'avion avait été abattu par les forces sahraouies le 21 janvier, dans la région de Dakhla, selon un communiqué de la RASD publié à Alger.

• Les combattants sahraouis ont pilonné à dix-neuf reprises les positions des forces marocaines sur le Mur de

ont été détruits », a déclaré le responsable sahraoui, ajoutant que « toutes les ressources agricoles et animales dont disposait le Sahara ont été anéanties. »

M. Abdelaziz a, par ailleurs, demandé aux alliés du Maroc de mettre fin à leur aide pour régler le problème d'un « peuple qui veut vivre libre et que le roi veut condamner à la disparition

les séparant d'une cohabitation harmonieuse et pacifique. »

Le quotidien rappelait, en conclusion, que « le chemin de la paix est parfaitement balisé par les récentes résolutions de l'OUA et des Nations unies » et soulignait que « le roi du Maroc et son parlement continuent à lui tourner le dos. »

## TUNISIE

### Coopération médicale militaire

Le 19 mars, le ministre de la Défense, M. Slaheddine Baly, a reçu à Tunis le médecin-colonel Manent, directeur du centre d'expertise médicale du personnel navigant à Paris, qui s'est rendu à l'invitation de ses homologues pour exposer les différents problèmes posés par la sélection et le suivi médical des personnels navigants. Cette mission d'information pourrait être suivie d'une coopération entre la Tunisie et la France dans ce domaine de la médecine militaire, a-t-on indiqué de sources militaires.

- Le Premier ministre, M. Mohamed M'Zali, a reçu le 3 avril, M. Zaki Yafoztork, ministre turc de la Défense, qui effectuait une visite. L'entretien a porté sur les relations de coopération existant entre la Tunisie et la Turquie.

- Le ministre de la Défense nationale, direction des munitions et de l'armement, se propose de lancer un appel d'offres pour l'acquisition de 15 générateurs d'hydrogène sous pression de 3 m<sup>3</sup> et de charges de réactif pour hydrogène.

- Le génie militaire se propose de lancer un appel d'offres pour la construction d'un bâtiment administratif au ministère de la Défense nationale.

- M. Mohamed Mzali, Premier ministre et ministre de l'Intérieur, a présidé au siège du ministère de la Défense nationale le grand rapport périodique de l'armée avec la participation des chefs d'état-major et des hauts officiers des trois armes.

### Envoyé spécial

Le 3 avril, un envoyé spécial du roi Hassan II du Maroc, M. Abdelhadi Boutaleb, est arrivé à Tunis, porteur d'un message du souverain marocain au président Habib Bourguiba.

- Le 8 avril, le quotidien indépendant Le Temps a accusé implicitement la Libye, sans la nommer, de « rendre un grand service à Israël », dans un bref commentaire sur les émissions d'une radio-pirate captée dans le Maghreb : La Voix de la Haine, appelant au massacre des Juifs en Tunisie, au Maroc et en Algérie. « La radio israélienne a saisi l'occasion et retransmis des extraits de ces appels à la haine en les assortissant de commentaires montrant que le monde arabe et le Maghreb poussent à la haine des Juifs, et qu'en conséquence, Israël doit être protégé. Les promoteurs de Radio Haine n'auraient pas pu mieux faire pour aider Israël », selon ce quotidien. La Voix de la Vengeance et de la Haine Sacrée, radio-pirate émettant tous les jours en direction de la Tunisie, du Maroc et de l'Algérie, a été déclarée inconnue par les dirigeants libyens qui

sont officieusement désignés comme responsables de cette station-pirate.

## LIBYE

### Recours au terrorisme

Le colonel Kadhafi a menacé d'utiliser le terrorisme contre les chefs d'Etats arabes qui ne rompraient pas avec la politique américaine au Proche-Orient et prédit une chute à l'iranienne du régime de M. Hosni Moubarak. Dans un entretien publié le 20 mars par le journal libanais Af Safir, le colonel a annoncé la mise sur pied prochaine d'une « direction nationale des forces révolutionnaires » pour mener la lutte contre les Etats-Unis. Il a estimé, d'autre part, impossible de mettre fin actuellement à la guerre irano-irakienne. « Je suis inscrit sur la liste noire et considéré comme un terroriste international. J'assumerai mes responsabilités et combattrai la capitulation des pays arabes face aux Etats-Unis. Je relèverai la dignité arabe, ne serait-ce que pour un seul jour. Je suis un terroriste quand il s'agit de défendre la dignité de cette nation », a-t-il déclaré.

Le colonel a qualifié d'« humiliantes les démarches de certains Arabes, notamment M. Moubarak, pour résoudre la question palestinienne ». Il a estimé que le chef de l'Etat égyptien a été humilié lors de sa récente visite aux Etats-Unis. « Quant à moi, je refuse de discuter de cette question avec les Etats-Unis, qui ne sont ni le tuteur ni le gendarme du monde », a-t-il ajouté.

- Le colonel Kadhafi a adressé des messages urgents au président irakien Saddam Hussein et au guide de la révolution islamique iranienne, l'ayatollah Khomeiny. Le colonel a exhorté les deux dirigeants à mettre fin au bombardement des villes afin d'éviter aux deux peuples davantage d'effusion de sang.

- Le colonel Kadhafi a reçu le 13 mars l'amiral Branko Mamula, ministre yougoslave de la Défense, qui lui a transmis un message de la présidence collégiale yougoslave. L'amiral était arrivé le 11 à Tripoli accompagné d'une délégation.

- « L'Egypte prépare une agression contre la Libye sur ordre des Etats-Unis, qui ont échoué jusqu'ici à mener une agression directe contre la Jamahiriya, a affirmé Jana. L'agence commentait ainsi les déclarations du ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abou Ghazala, devant les officiers des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> armées égyptiennes, rapportées par l'agence égyptienne du Moyen-Orient. Le maréchal avait déclaré notamment que l'armée égyptienne devait être prête à livrer n'importe quelle bataille. « Le maréchal Abou Ghazala est un militaire qui ne parle pas en l'air, or, l'Egypte n'a pas de problèmes avec Israël. Elle n'en a pas non plus sur sa frontière méridionale. Par conséquent, si Abou Ghazala parle d'une bataille, il ne peut s'agir que d'une agression préméditée contre la Libye » en a déduit Jana.

- Le 26 mars, le général Salah Mosleh Kassem, ministre de la Défense de la République démocratique du Yémen, est venu à Tripoli. Le général Abou Bakr Younes Jabber, comman-

**Il ne faut pas sous-estimer ce qui se passe à l'arrière.**



## Une meilleure protection grâce à des radiotéléphones AEG-TELEFUNKEN.

Des communications rapides et claires sont essentielles pour une disponibilité optimale des moyens de défense. Car, plus le système de communication est mobile et flexible, plus le commandement tactique des troupes est efficace.

AEG-TELEFUNKEN étudie et réalise depuis plusieurs décennies des équipements et systèmes pour la radiotéléphonie. Le radiotéléphone mobile VRT 37/VRT 47 de AEG-TELEFUNKEN, conçu sous des dimensions compactes constitue une alternative économique pour les communications à l'arrière de la zone de combat.

Il est particulièrement indiqué pour l'installation sur véhicules, pour la protection des installations délicates (telles que aéroports ou dépôts) et sur des batteries de défense antiaérienne ou des bases de missiles.

Les avantages offerts par le VRT 37/VRT 47 sont impressionnants: canaux pré-programmables, possibilités de branchement sur équipements cryptophoniques et sur ordinateurs de conduite de tir, exploitation fiable même dans des conditions extrêmes, et entretien facile. Posez-nous votre problème, et nous vous en fournirons la solution avec des équipements AEG-TELEFUNKEN.

Les radiotéléphones mobiles ne constituent qu'un exemple du potentiel technologique et de la force innovatrice de AEG-TELEFUNKEN. C'est avec plaisir que nous vous fournirons de plus amples renseignements concernant les diverses possibilités et les avantages décisifs d'une coopération avec AEG-TELEFUNKEN.

Consultez-nous.



## AEG-TELEFUNKEN Technique de Défense

Je voudrais recevoir des informations supplémentaires concernant les radiotéléphones mobiles de AEG-TELEFUNKEN.

Nom: \_\_\_\_\_

Société: \_\_\_\_\_

Service: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

AEG-TELEFUNKEN, Technique de Défense,  
Theodor-Stern-Kai 1-3, D-6000 Frankfurt, R.F.A.

# AFRIQUE

sous-lieutenant en août 1958. L'agence indique qu'il a accompli des stages en Grande-Bretagne et en Jordanie et a été envoyé comme attaché militaire en Ouganda, à une date qui n'a pas été précisée.

La Khatmya est une confrérie politico-religieuse relevant du rite sunnite (80 % des Musulmans dans le monde). Elle a partagé la domination du système politique soudanais jusqu'en 1969 avec sa rivale la secte mahdiste de Sadek El Mahdi, fondée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans un sursaut de nationalisme. Les deux sectes avaient été écartées du pouvoir par l'ancien président Gaafar Nimeiry, mais elles ont conservé une énorme influence sur la société, notamment dans le Darfour et le Kordofan, provinces de l'Ouest du pays. Le chef spirituel des Khatmya est M. Sayed Mohammed Osman El Mirghani qui vit dans une quasi-réclusion, hors de Khartoum.

• Le 9 avril, un conseil militaire transitoire a été formé sous la direction du général Abderrahmane Sewardahab, commandant général des forces armées. Ce conseil sera chargé d'exercer « les actes de souveraineté et le pouvoir législatif dans le pays au cours de la période transitoire ».

Voici la liste complète du conseil militaire transitoire publiée le 10 avril par la presse cairote :

- général Abderrahmane Sewardahab : président,
- général Tag El Din Abdallah Fadl : vice-président,
- général Mohamed Mirghani Mohamed Taher (armée de l'air),
- général Youssef Hussein Ahmed (forces navales),
- général Mohamed Tewfik Khalil (génie),
- général Youssef Hassan Hag (en retraite),
- général Bidayane Kanyoung (état-major),
- général James Marou,
- général Osmane El Amine El Sayed (état-major),
- général Ibrahim Youssef El Awad Saad (état-major),
- général Hamada Abdel Azim Hamada (état-major),
- général de brigade Osmane Abdallah Mohamed (état-major),
- général de brigade Abdallah Zou El Manatek (état-major),
- général de brigade Abdel Aziz Mohamed El Amine (génie et état-major),
- général de brigade Fares Abdallah El Atni (état-major).

• Le général de division Mohamed Ahmed Abdel Nour a été chargé de la direction des forces de sécurité (l'ancienne sécurité d'Etat). Ancien responsable des renseignements militaires, le général Abdel Nour occupait le poste de commandant militaire de la région du Kordofan, située au Sud-Ouest de la capitale, depuis novembre 1984. Il passe pour avoir été le premier général à s'être rallié au général Abderrahmane Sewardahab. Brillant, secret, irréprochable, a-t-on indiqué de même source, ce général est considéré comme pro-égyptien.

• Des contacts « sont en cours avec John Garang », a révélé le général Sewardahab, le 10 avril, au cours

d'une conférence de presse, ajoutant qu'il avait adressé un message au colonel sudiste John Garang, leader des rebelles du Sud du Soudan, pour fixer une date pour une rencontre.

## Rébellion grandissante en Ethiopie

Le pouvoir en place à Addis Abeba, qui s'appuie notamment sur l'une des armées les plus puissantes du continent africain, est confronté depuis plusieurs années, et maintenant sur près de la moitié du territoire, à une série de mouvements d'opposition armés, indépendantistes ou antigouvernementaux, se réclamant souvent du marxisme. Cette rébellion grandissante a amené l'Ethiopie à accroître sans cesse la part de ses dépenses militaires dans le budget de l'Etat. Celles-ci, selon toutes les estimations connues, dépassent 3 milliards de francs français (300 millions de dollars américains), soit plus de 30 % du budget de la nation. Fort d'une armée dont les effectifs sont estimés à près de 270 000 hommes, le régime prosoviétique du colonel Mengistu Haile Mariam maintient sans conteste son pouvoir sur la quasi-totalité des villes et des ports du pays. Cependant, il apparaît, selon toutes les informations recueillies dans la capitale que cette suprématie est régulièrement remise en cause hors de ces places fortes, et notamment dans les zones rurales et sur les axes principaux des provinces du Wollo, du Gondar, du Tigre et de l'Erythrée.

Au Nord, la province de l'Erythrée hormis les villes, est, selon des observateurs occidentaux à Addis Abeba, tenue en grande partie par les maquisards du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE, marxiste), aujourd'hui à la tête d'une lutte indépendantiste vieille de plus de 20 ans. Le FPLE compte, selon différentes estimations occidentales, de 15 à 20 000 hommes de mieux en mieux armés. Il dispose maintenant de quelques chars pris aux forces gouvernementales. La guérilla érythréenne, ont récemment affirmé à Bruxelles plusieurs députés européens à leur retour d'une mission dans cette province, détient actuellement quelque 3 000 soldats éthiopiens, parmi lesquels des officiers des forces aériennes. Les indépendantistes érythréens sont également représentés en exil par une organisation créée fin janvier dernier à Khartoum (Soudan), à laquelle le FPLE a refusé de se joindre, le Front de libération de l'Erythrée-organisation unifiée (FLE-OU). Le FLE-OU, constitué par le Front de libération de l'Erythrée-forces populaires de libération (FLE-FPL, d'Osman Saleh Sabeh), le FLE-conseil révolutionnaire (FLE-CR, marxiste, d'Abdallah Idris) et le FLE-comité révolutionnaire (FLE-CR, d'Abdelgadiy Elgailani), a explicitement remercié à Khartoum les gouvernements soudanais et saoudien pour leur coopération.

Plus au Sud, dans les provinces du Tigre, du Gondar et du Wollo, le Front populaire de libération du Tigre (FPLT, marxiste) a accru sa pression sur le gouvernement d'Addis Abeba dont il souhaite la chute. En 1984, cette organisation a ainsi soutenu la création du Mouvement populaire démocrati-

que d'Ethiopie (MPDE), qui s'est manifesté début mars à Lalibela, au Nord du Wollo, en prenant le contrôle de l'aérodrome de cette ville et en arraisonnant, pendant une vingtaine d'heures, l'équipage d'un Transall militaire français en mission humanitaire dans cette province, très sévèrement frappée par la famine. Des affrontements armés, avait-on alors confirmé, s'étaient prolongés aux environs de la ville. Le FPLT, qui souhaite réaliser un front uni antigouvernemental, a également, selon des sources occidentales informées à Addis Abeba, entrepris des contacts et accompli certaines opérations de guérilla avec le Front Afar de libération (FAT, d'Ali Mirah) qui opère dans l'Est du Wollo et au Nord de la province du Harrar. Le FAL, ajoutait-on de mêmes sources, a attaqué à plusieurs reprises des convois circulant sur la voie stratégique reliant la capitale au port d'Assab, sur la mer Rouge.

La ligne d'affrontements entre ces différents fronts et les forces gouvernementales, ont relevé ces mêmes sources, est descendue d'une centaine de kilomètres vers le Sud depuis ces sept derniers mois, pour se situer maintenant sur un axe reliant la ville de Mile, au Sud-Ouest du Wollo, à celle de Dabat (province de Gondar), en passant par Lalibela.

Enfin, le front de libération Oromo (FLO), qui cherche à rassembler les opposants Oromo, ethnies dominantes en Ethiopie, au gouvernement d'Addis Abeba, poursuit, de son côté, des actions ponctuelles dans le Sud du pays, notamment dans les provinces du Harrar et du Wolega.

Face à cette opposition armée multiforme, à laquelle pourraient s'ajouter certaines organisations soutenues par la Somalie en Ogaden, mais dont l'influence paraît en forte baisse, le pouvoir éthiopien dispose d'une armée forte de près de 270 000 hommes, dont le fer de lance reste l'armée de l'air. L'Ethiopie abrite ainsi sur ses bases d'Asmara (Erythrée), de Debre Zeit (Shoa), de Dire Daoua (Harrar) et de Jima (Kaffa), au moins 150 chasseurs bombardiers supersoniques MiG-21, -23 et -25. Elle est également équipée d'hélicoptères soviétiques de combat Mi-24, indique-t-on de source occidentale informée à Addis Abeba. Son armée de terre, qui compte 22 divisions, dont 4 unités (10 000 hommes) de parachutistes-commandos, est appuyée par un peu plus d'un millier de chars, dont l'essentiel, des T-55 et T-62 fabriqués en URSS, a plus de 20 ans. Enfin, la coopération militaire cubaine, qui avait culminé au moment de la guerre de l'Ogaden entre l'Ethiopie et la Somalie (1977-78), s'est aujourd'hui restreinte à environ 5 000 soldats et conseillers qui, selon les observateurs occidentaux dans la capitale éthiopienne, se trouveraient en majorité dans la province du Harrar.

• Le gouvernement éthiopien a lancé une nouvelle offensive contre les régions de la province du Tigre contrôlées par les rebelles, a affirmé le FPLT le 13 mars.

Selon un communiqué, le gouvernement d'Addis Abeba a engagé trois brigades appuyées par 70 chars. Le

FPLT a affirmé que des conseillers soviétiques participaient également à l'offensive. Au cours d'une bataille de six jours, les rebelles ont tué 360 soldats du gouvernement et détruit trois chars.

Par ailleurs, des membres d'équipes de secours travaillant en Ethiopie, de retour à Londres, ont confirmé que des combats entre forces gouvernementales et rebelles avaient eu lieu dans les régions frontalières avec le Soudan.

• Les guérilleros du FPLT ont lancé une série d'attaques contre les forces gouvernementales éthiopiennes le 20 mars, sur la route reliant Addis Abeba à Makale, dans la province du Tigre, selon un communiqué publié par ce mouvement. Les membres du FPLT ont attaqué deux villes-garnisons, Robit et Gobyé, à quelques kilomètres de Kobbo, sur la route Nord-Sud du centre éthiopien, puis ont tendu des embuscades à des convois motorisés dépêchés en renfort. Plus de 300 soldats gouvernementaux ont été tués ou blessés au cours de 10 heures de combats, et quinze soldats éthiopiens ont été capturés, a affirmé le communiqué. Trois blindés et un camion ont également été détruits.

• Le 20 mars, M. Edgard Pisani, ancien commissaire européen au Développement, et M. Michel Poniatowski, ancien président de la commission du Développement du parlement européen, ont été mis en cause, à Bruxelles, par des députés européens qui leur ont reproché d'avoir nié le détournement par l'armée éthiopienne d'une grande partie de l'aide alimentaire de la CEE destinée aux victimes civiles de la faim. Les parlementaires Willy Kuijpers (groupe Arc en Ciel, écologiste et pacifiste, Belgique) et Niall Andrews (Rassemblement des démocrates européens, Irlande) ont démenti dans une conférence de presse à leur retour d'une enquête privée en Erythrée les assurances données formellement à l'assemblée dans le passé par MM. Pisani et Poniatowski sur une distribution aussi satisfaisante que possible de l'aide. Les députés ont présenté un film montrant des marchands du village érythréen de Germaich, sur la route de Kassala, vendant des sacs de farine au sigle de la CEE et qu'ils disaient avoir achetés à des militaires éthiopiens. Pour un seul commerçant, les achats ont été de 180 à 200 tonnes par mois. « Seulement 30 à 40 pour cent de l'aide alimentaire gratuite de la Communauté, d'une valeur totale de plus d'un milliard de francs français, vont aux populations, le reste va à l'armée. »

Le film montrait également des enfants horriblement brûlés par des bombardements au napalm et présentait trois officiers de l'aviation éthiopienne faisant partie, selon les députés, des 3 000 prisonniers détenus par la guérilla érythréenne, le colonel Gherma Tessema, le lieutenant-colonel Hagdu Bezabeh et le major Petros Bezabeh. Ceux-ci ont déclaré en anglais « avoir reçu l'ordre de tirer sur tout ce qui bougeait ».

## MAURITANIE

### Délimitation des frontières

Le 9 avril, un accord sur la délimita-

tion de la frontière algéro-mauritanienne a été signé à Alger par le ministre algérien de l'Intérieur, M. M'Hamed Yala, et son homologue mauritanien, le lieutenant-colonel Jibril Ould Abdallah. En décembre 1983, les chefs d'Etat des deux pays avaient signé une convention sur le tracé de la frontière algéro-mauritanienne. Au cours de la cérémonie de signature, les deux ministres se sont félicités du climat de coopération instauré entre les deux pays, affirmant leur conviction que cet accord constituait un nouveau jalon pour renforcer la coopération bilatérale.

### Emissaire à Alger

Le 1<sup>er</sup> avril, M. Ould Eddah Mohamed Fadhel, ministre de l'Hydraulique et envoyé spécial du chef de l'Etat, est arrivé à Alger, porteur d'un message du colonel Nouaouya Sid Ahmed Ould Taya au président algérien Chadli Bendjedid. M. Fadhel, qui a été accueilli par son homologue algérien Mohamed Rouighi, a indiqué que ce message portait sur «les relations fraternelles qui lient les deux pays».

• Le 2 avril, le ministre marocain de l'Artisanat et des Affaires sociales, M. Abass el Fassi, a quitté Nouakchott en fin d'après-midi après avoir remis au chef de l'Etat un message du roi Hassan II du Maroc. M. El Fassi n'a pas révélé la teneur de ce message, mais a déclaré, à l'issue de l'audience, qu'il avait évoqué avec le chef de l'Etat le rôle de la Mauritanie dans la construction du Grand Maghreb ainsi que le renforcement de la coopération bilatérale entre Rabat et Nouakchott. Il a ajouté qu'il avait évoqué avec le colonel Sid Ahmed Ould Taya, des questions touchant à l'Organisation de l'unité africaine, dont le Maroc s'est retiré lors du dernier sommet des chefs d'Etat, à Addis Abeba, après l'admission de la RASD.

## SENEGAL

### Inspection

Le général Coumba Diouf Niang, inspecteur général des forces armées, a effectué une inspection à la brigade de gendarmerie de Nioro du Rip.

On notait la présence des colonels Thierno Ndiaye, commandant de la zone militaire du Centre, Mamé Bouname Fall, haut-commandant adjoint et sous-directeur de la justice militaire, et Aboubacar Soumaré de l'inspection des forces armées, du lieutenant-colonel Mamadou Diop, commandant la légion de gendarmerie territoriale, du commandant André Tine, du capitaine Moussa Diop, commandant la compagnie de Kaolack, et de plusieurs officiers des forces armées.

• Les généraux Tavarez et Waly Faye, respectivement chef d'état-major général des armées et haut-commandant de la gendarmerie, directeur de la justice militaire, ont présidé la cérémonie de sortie des 19<sup>e</sup> promotion des maréchaux de logis et 21<sup>e</sup> promotion des élèves-gendarmes à la Caserne Samba Diéry Diallo de Dakar.

De nombreuses personnalités civiles et militaires dont des officiers supérieurs de l'armée et de la gendarmerie, le premier procureur près la cour

suprême et le gouverneur de la région de Dakar ont pris part à la cérémonie.

La gendarmerie nationale compte, 81 nouveaux élèves maréchaux-deslogis et 105 nouveaux élèves-gendarmes. Ces élèves sortent de l'école de formation et d'application de la gendarmerie où ils ont suivi un stage d'un an.

• Le dimanche 24 mars, les bâtiments de l'escadre de l'Atlantique participant à la mission Okoumé sont rentrés à Brest (France). Okoumé-85 ne s'est pas résumé à la visite de 14 pays africains par une demi-douzaine de bâtiments; l'entraînement intensif de l'escadre a plus particulièrement porté sur la lutte anti-sous-marine. Aux 13 700 nautiques parcourus, aux 60 ravitaillements à la mer, aux 50 exercices de tirs et aux exercices d'évolution en groupe, il faut ajouter plusieurs opérations de solidarité à caractère extra-militaire.

• Au cours de sa traversée de longue durée avant admission au service actif, le patrouilleur français l'Audacieuse devait faire escale à Dakar du 29 mars au 2 avril.

• La présidence de la République va recevoir de nouveaux équipements de chiffrement Crypto AG (Suisse), pour un montant de 22 050 000 F CFA, ainsi que des matériels de télécommunications Thomson-CSF (59 973 172 F CFA) et des motocyclettes, BMW, ces dernières commandées auprès d'Africaut Sénégal.

• Sur commande de la présidence de la République, Issa Diop réalise une fonte en bronze représentant un guerrier sénégalais Ceddo.

• ACI va livrer aux forces armées des matériels de franchissement d'un montant de 99 598 000 F CFA.

• Le 4 avril, le Sénégal a célébré le 25<sup>e</sup> anniversaire de son accession à l'indépendance, qui a été marqué, à Dakar, par un défilé des forces vives du pays et de l'armée auquel a assisté le chef de l'Etat, ainsi que plusieurs personnalités étrangères, dont l'épouse du chef de l'Etat tunisien, Mme Wasila Bourguiba, en visite officielle.

• Un monument de sept mètres de haut, contenant dans son socle une parcelle de terre de divers pays africains, va commémorer à Coulmier-le-Sec, près de Châtillon-sur-Seine, en Côte-d'Or (France), un épisode méconnu: le massacre par l'armée allemande, en juin 1940, puis dans les mois suivants, de nombreux soldats des territoires français d'outremer. Certains de ces soldats des troupes coloniales, aidés par la population, s'étaient réfugiés dans les bois du Châtillonnais, dans le Nord de la Côte-d'Or, et devinrent ainsi les premiers maquisards de la région, certains d'entre eux s'intégrant par la suite dans les premiers groupes de résistance.

Les témoins étant rares, la population de la région ayant été évacuée lors de l'exode, c'est seulement en 1982 que l'on avait appris l'importance de ces massacres. Des recherches effectuées par l'Association du souvenir de la Résistance (ASR) de Côte-d'Or ont permis de retrouver la trace d'une partie des disparus. Jusqu'à ce jour, un peu plus de 200 victimes ont été recensées, d'origine africaine et

maghrébine, en grande partie des tirailleurs sénégalais. La majorité d'entre elles n'ont pu être identifiées. Les registres des communes portant simplement, en regard de la date de la mort, la mention laconique: «Inconnu peau noire». Le massacre le plus important eut lieu à Villaines-en-Duesmois, près de Montbard, et coûta la vie à 64 tirailleurs. Certains furent tués dans des écuries. 20 d'entre eux furent retrouvés dispersés en rond dans un champ, tous avec une balle dans le crâne, certains avec les membres cassés ou écrasés. Certains défendirent chèrement leur vie: un d'entre eux, posté dans un grenier, tira jusqu'à épuisement de ses munitions et conserva la dernière cartouche qu'il se tira dans la tête. Les témoignages qui ont pu être rassemblés parlent de soldats noirs abattus par les Allemands, après leur capture, dans les colonnes de prisonniers français. Un groupe d'habitants de la commune de Balot qui conduisait un blessé africain à l'hôpital de Châtillon-sur-Seine fut arrêté par des soldats allemands, et le blessé achevé. Les massacres durèrent jusqu'en 1941, certains soldats africains s'étant enfuis dans les bois environnants.

L'association du souvenir de la résistance, qui a ouvert une souscription pour l'érection du monument, a voulu sortir ces événements de «l'inacceptable oubli dans lequel ils sont tombés» et honorer «la mémoire de soldats morts au combat ou morts victimes du racisme». Le mémorial, dont la maquette a été présentée à Dijon, sera érigé cette année sur la route de Châtillon-sur-Seine à Montbard.

### Budget 1985-1986

Le projet de budget pour l'année 1985-1986, adopté par le gouvernement, s'élève à 316 868 606 000 francs CFA contre 301 874 984 000 F CFA au précédent. Ce projet, qui est en hausse de 4,96 pour cent par rapport au précédent, est placé sous le signe du redressement économique et financier entrepris depuis 1979 par le gouvernement.

• Le Japon a offert au Sénégal un bateau de recherches océanographiques et halieutiques d'une valeur de 1,3 milliard de F CFA. Le navire est équipé d'instruments électroniques pour la pêche ainsi que d'un système informatique pour l'analyse des données recueillies. La pêche constitue un des plus importants secteurs de l'économie sénégalaise. Sa production annuelle est de 300 000 tonnes environ.

## CAP-VERT

### Conversations américano-angolaises

Le 19 mars, les conversations sur la situation en Afrique australe entre M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les Affaires africaines, et M. Alexandre Rodrigues Kito, ministre angolais de l'Intérieur, ont pris fin à Mindelo, dans l'île de San Vicente. Ces conversations ont porté, selon des sources angolaises, sur l'application de la résolution 435 du conseil de sécurité des Nations unies fixant le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie.

## GAMBIE

### Mission de Sir Daouda Jawara

Le 5 avril, Sir Daouda Jawara, chef de l'Etat et président du comité de bons offices de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), a regagné Banjul au terme d'une nouvelle mission de médiation dans le conflit irano-irakien. Sir Daouda, qui s'est notamment rendu à Djeddah et Damas, mène depuis mars 1981 une mission de médiation pour tenter de mettre fin au conflit du Golfe. Le comité de bons offices compte neuf membres: Pakistan, Gambie, Bangladesh, Malaisie, Turquie, Guinée, Sénégal, OLP et OCI.

## GUINEE

### Dissolution de la milice

Le gouvernement a décidé de dissoudre la milice, ancienne garde prétoirienne du régime d'Ahmed Sékou Touré, et l'intégration de ses effectifs dans l'armée régulière, a-t-on appris à Conakry de source sûre, le 18 mars. Cette décision, a-t-on précisé de même source, a été prise lors d'une réunion des chefs d'états-major présidée par le secrétaire d'Etat à la Défense nationale, M. Ousmane Sow. Les effectifs de la milice, qui était placée directement sous le contrôle du parti unique du temps de Sékou Touré, seront affectés aux différents corps de l'armée, qui compte au total quelque 9 000 hommes. Répartie dans tout le pays, la milice avait déjà fait récemment l'objet de mesures de regroupement à Conakry.

Cette dissolution, qui pourrait être annoncée prochainement par le colonel Lansana Conté, chef de l'Etat, doit être accompagnée d'une réorganisation de l'armée. Outre la modernisation des camps militaires, cette réorganisation prévoit la création d'une carte d'identité militaire pour mettre fin à la confusion qui règne entre les uniformes et les attributions des différents corps de l'armée (terre, air, mer, milice, gendarmerie), a-t-on ajouté de même source.



Milicienne et miliciens de la milice populaire aujourd'hui dissoute